

BUREAUX
ROUBAIX - 10-11, Grande-Rue, Tél. 237.23, 237.23 et 237.24
TOURCOING - 21, rue Carnot, Tél. 27
LILLE - 3, rue Paulherbe, Tél. 239.51
PARIS - 28, boulevard Poissonnière, Tél. Provençol, 77.54
MOUSCRON - 105, rue de la Station, Tél. 2.44

ANCIENS DIRECTEURS
 Jean Reboux
 Alfred Reboux
 Madame Alfred Reboux

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région

C'est la publicité qui fait vendre!
 Vous n'avez qu'une vitrine pour présenter vos marchandises. En annonçant dans la presse, vous pouvez en avoir des millions.

Portugal 1939 (1)

Dix ans de régime autoritaire

par Henry-Louis DUBLY

Ruine matérielle, désordre politique, anarchie morale. Le docteur Salazar ne pouvait même pas partir de zéro, mais de plus bas encore. Rétablir les finances était le plus urgent. Il l'a fait en désignant la dette flottante et en montant des budgets en excédent; puis, il a rédigé une constitution et un acte colonial. Ainsi, en opérant une restauration à base économique et financière, sans violence, avec le consentement de la nation, il a fait à son pays l'économie d'une dictature et d'une révolution. En rendant le pouvoir exécutif plus fort, plus indépendant et plus rapide, il a donné au problème de la crise sa vraie solution.

Sur le plan national, il a continué sa tâche avec les mêmes méthodes. Il a regardé autour de lui sans que cette impatience le trouble le moins du monde et il a recommencé tranquillement ses quatre opérations: addition, soustraction, multiplication, division, appliquées cette fois au budget erroné, déséquilibré de l'âme même de la race, aux budgets excessifs ou insuffisants, valorisant certaines qualités, là, réduisant des défauts. Taxes, impositions sur certaines réactions individuelles. Lutte méthodique et tenace contre un déficit de vertus et d'efforts pour arriver à un excédent. Toujours des comptes.

M. Antonio Ferro, l'âme de la propagande nationale, a mis en pleine clarté cette comptabilité d'un peuple, dans un ouvrage connu de tous les bons esprits. Ce que demande le chef autoritaire, c'est un acte de foi dans la nation portugaise. Il faut la connaître dans son passé de grandeur historique, mais aussi dans son présent de possibilités. On ne se donne qu'à ce que l'on aime et l'on n'aime que ce que l'on connaît.

Un passé trop glorieux, qui pèse sur le présent jusqu'à l'écraser: Vasco de Gama, de Castro, Albuquerque, Cabral, les triomphes de l'Inde, de l'Afrique du Nord, du Brésil; le Portugal a appris les chemins des grands océans à tous les peuples de la terre, connaissant commerce et pêche avant beaucoup d'autres. Les temps actuels ne peuvent plus correspondre aux époques héroïques; de là est né un malaise qu'il faut dissiper, en donnant une nouvelle directive aux énergies, car le rayonnement d'un peuple ne doit pas connaître les divisions arbitraires du temps. Le bonheur en découlera pour chacun, s'il est vrai qu'il n'est pas, ce bonheur, dans la réalisation des désirs mais dans l'acceptation d'un devoir.

La pensée du docteur Salazar a pris le peuple et la terre dans sa totalité et dans son essence et agit dans le sens du caractère national: c'est sa force et sa durée.

Œuvre lente, peut-être, mais sûre. Des impatients voudraient rattraper en quelques années des lustres d'inaction: que n'étaient-ils plus exigeants autrefois! Son dynamisme est en elle et c'est ce qui distingue ce modèle d'Etat chrétien des régimes autoritaires ou les intervalles nécessaires, les répts indispensables entre les réalisations sont comblés par des ostentations, des proclamations tapageuses et des défis pour tenir la galerie en haleine, quand ils ne les engendrent pas.

La constitution a été soumise au plébiscite: elle prévoit, sous l'autorité de la présidence de la République qui assure la continuité nécessaire, une assemblée nationale de quatre-vingt-dix membres et une chambre consultative pour représenter toutes les activités. Le président du Conseil nommé par le chef d'Etat et responsable seulement devant lui, choisit les ministres. Le vote politique n'appartient pas à l'individu, mais au chef de famille.

Ces règles portent la signature de celui qui les conçut: ennemi de l'esprit de parti, générateur de stérilité et antiparlementaire parce qu'il déteste les discours creux, les interpellations vides, l'exploitation des passions, il considère que la séparation de l'Eglise et de l'Etat s'impose actuellement et que le problème du régime est dépassé par d'autres, plus essentiels. Le problème social, par exemple, il vise à transformer le capital de façon à en faire profiter davantage la collectivité dans le sens d'un meilleur rendement. Les réalisations se développent prudemment au fur et à mesure

LE COUVRENT DE SAINTE-MARIE DE BELEM



des possibilités financières: institutions d'assistance, habitations ouvrières, tandis que la charte du travail vient réglementer des rapports qui ne connaissent jusque là que la loi du plus fort. Le chômage est considéré, là-bas, comme un subséda, mais un subséda en échange de travail, qui ne déshabitude pas l'homme de sa fonction naturelle dans la vie et enrichit le pays par la mise en train de travaux utiles à tous: routes, ports, écoles, hôpitaux, sont nés de cette juste conception; et la mendicité — plus vice d'ailleurs, que signe de misère — s'en est vue, aussi, réduite. (Lire la suite page 2.)

BILLET PARISIEN

La Chambre est-elle enfin décidée à voter la R. P. ?

PARIS, 25 JANVIER (Minuit).

La réforme électorale reste inscrite à l'ordre du jour de la Chambre. Ainsi en a décidé, mercredi, la commission du suffrage universel, malgré l'opposition des socialistes qui s'étaient prononcés dans la matinée pour l'ajournement « sine die » de cette réforme.

La décision du groupe socialiste ne saurait surprendre personne, car il a trop de fois montré sa volonté d'enterrer en bonne et due forme la représentation proportionnelle. Jadis, les socialistes brisaient des lances en faveur de ce mode de scrutin et les congrès du parti restent fidèles aux consignes anciennes. Mais les élus de la S. F. I. O. ne songent qu'à leur réélection. Celle-ci leur paraît mieux assurée par le scrutin uninominal. Cela leur suffit.

Cela n'a pas suffi à la commission du suffrage universel. Le rapporteur de la réforme, M. Silvestre, socialiste, ayant démissionné à la suite de l'attitude adoptée par son groupe, la commission l'a remplacé par M. Trémintin.

En principe, la Chambre doit donc aborder le débat sur la réforme électorale en séance publique aussitôt après la discussion de l'amnistie qui, elle-même, doit faire suite à la politique étrangère. Mais il n'est pas dit que de nouvelles manœuvres dilatoires ne se produiront pas. On sait avec quelle répugnance un certain nombre de députés abordent ce sujet brûlant qui met en jeu leur propre siège.

Un des arguments des socialistes en faveur de l'ajournement, c'est que, dans la période actuelle de tension internationale, il est indécent d'agiter une question si peu en rapport avec les événements. On pourrait objecter à cette remarque que dans des temps plus calmes, la réforme euecomba de même aux manœuvres intéressées des députés en mal de réélection. En outre, la réforme électorale donnerait précisément au gouvernement les moyens d'agir qui lui manquent encore en clarifiant sa majorité.

Ceci dit, on peut se demander, évidemment, si les événements de politique extérieure laisseront à la Chambre le loisir d'aborder le programme de ses travaux dans l'ordre où elle l'a établi.

René ROUSSEAU

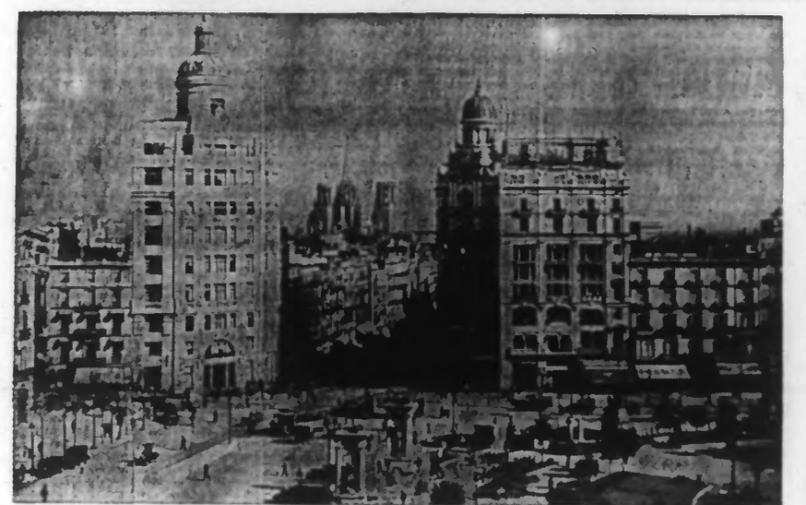
Tandis que la foule des fugitifs monte vers le Nord

La tragédie espagnole

BARCELONE EST ENGERGLÉE par le Sud-Ouest et le Nord-Ouest L'investissement total ne tardera pas ET LE GOUVERNEMENT SE RÉFUGIE A GÉRONE

Franco a désigné un francophile comme maire de la capitale catalane

Un trimoteur de bombardement, de marque allemande, s'abat, près de la frontière, sur notre territoire, après un combat aérien LES CINQ OCCUPANTS SONT TUÉS; TROIS ÉTAIENT DE NATIONALITÉ ALLEMANDE



LA CÉLÈBRE PLACE DE CATALOGNE, A BARCELONE. — A gauche, le « BUILDING » DE LA COMPAGNIE DES TÉLÉPHONES. (Ph. S.Y.T.)

(Lire nos informations page 3.)

LA SITUATION POLITIQUE

Après une vive discussion

LE GROUPE SOCIALISTE DE LA CHAMBRE

vote contre l'ouverture du débat parlementaire sur la représentation proportionnelle « en considération de la situation extérieure »

Mais la Commission du suffrage universel décide le maintien de la question à l'ordre du jour

(Lire l'information page 2.)

LA CLOTURE DU DÉBAT SUR LA POLITIQUE EXTÉRIEURE

est prévue pour ce soir

L'unanimité de la Chambre se réaliserait sur les passages de l'ordre du jour proclamant la volonté de maintenir l'intégrité de l'empire français et la sécurité de ses voies de communication

On estimait généralement au Palais-Bourbon que le débat de politique extérieure se terminerait dans la soirée de jeudi. Il reste une vingtaine d'orateurs ayant demandé à intervenir dans la discussion générale. Les premiers étant MM. Quenette, Albert Serol, Oberkirch, de Kérillis, Ybarnégary, qui parleront dans la matinée. M. Georges Bonnet ne devant prononcer son discours qu'au début ou au cours de la séance de l'après-midi.

La réunion que le groupe radical-socialiste doit tenir pour arrêter les termes de l'ordre du jour de confiance aurait lieu après l'intervention du ministre des Affaires étrangères, pendant une suspension de séance; et c'est seulement ensuite que se poursuivrait dans l'hémicycle le débat sur les ordres du jour et les explications de vote précédant le scrutin final.

Des conversations ont eu lieu cet après-midi, en vue de préparer l'élaboration de cet ordre du jour; notamment entre M. Chichery, président du groupe radical-socialiste et les présidents de plusieurs autres groupes.

La délégation exécutive du groupe socialiste s'en est occupée et aurait pris certaines dispositions pour permettre de réaliser l'unanimité de la Chambre au moins sur certains passages de ce texte, comme ceux qui proclameraient la volonté de l'Assemblée de maintenir l'intégrité de l'empire français et la sécurité de ses voies de communication.

Par ailleurs, une tentative serait faite pour que l'ordre du jour contienne une réprobation de toute intervention étran-

gère dans le conflit espagnol, mais on ne saura, sans doute, qu'après la réunion du groupe radical-socialiste, à la fin de l'après-midi, à quelle formule le président du Conseil se ralliera pour permettre à l'Assemblée d'exprimer sur l'ensemble de la politique étrangère sa confiance au gouvernement.

Toutefois, après la conversation qu'il a eue dans la soirée avec M. Chichery, il semble que le président du Conseil se soit trouvé d'accord sur le texte préparé par le président du groupe radical-socialiste, faisant pleine confiance au gouvernement pour assurer, avec l'intégrité des territoires de l'empire, les libres communications de la France avec l'Afrique du Nord. Il est donc probable que le débat se termine comme celui qui a eu lieu au début de la session extraordinaire de 1938 sur la politique générale par le vote d'un ordre du jour pur et simple.

La Cour de cassation a rejeté le pourvoi de Weidmann

Paris, 25 janvier. — Conformément aux conclusions de l'avocat général Giray la Chambre criminelle de la Cour de cassation a rejeté le pourvoi d'Eugène Weidmann et de ses complices.

Ceux-ci comparaitront donc prochainement devant la Cour d'assises de Seine-et-Oise.

L'ancien directeur du journal viennois « Le Kronenzeitung » et sa femme se sont empalonnés à Nice. Ils avaient reçu d'Austria des lettres de menace.

EN ITALIE

Soixante mille hommes de la classe 1901 sont rappelés

« dans un dessein d'entraînement et d'instruction »

20.000 MILICIENS SONT CONCENTRÉS A ROME POUR LA REVUE ANNUELLE DU 1^{er} FÉVRIER

« L'Informazione diplomatica » reprend les termes d'une note précédente, considérée comme avertissement à la France, au cas où cette dernière interviendrait en Espagne.

Cependant, le même journal prétend que les « craintes de la France sur la présence de volontaires italiens sur la frontière des Pyrénées sont vraiment excessives. »

Rome, 25 janvier. — On publie le communiqué officiel suivant :
 « Dans un dessein d'entraînement et d'instruction, à partir du 1^{er} février, a été ordonné le rappel d'une première fraction, d'environ 60.000 hommes, de la classe 1901. » (année de naissance).
 Ce sont donc des hommes de 35 ans qui sont ainsi appelés.
 D'après une note du correspondant de Rome de l'Agence Havas, ce rappel de 60.000 hommes et la concentration à Rome de 20.000 miliciens venus pour participer à la revue annuelle de la fondation de la milite le 1^{er} février, semblent bien devoir être mis en rapport avec le prétendu danger d'une menace d'intervention française en Espagne.
 Quoique ce rappel ait été annoncé pour le 1^{er} février, de nombreux civils porteurs de petites valises ont déjà été vus se dirigeant en rangs vers les gares et les casernes.

Si la France intervenait...
 Rome, 25 janvier. — L'« Informazione » (Lire la suite page 2.)

diplomatie » publie une longue note commentant le débat de politique étrangère à la Chambre française. Cette note fait état particulièrement des interventions de MM. Vallat et Izard.

Relevant les craintes exprimées par ce dernier au sujet de la présence de volontaires italiens sur la frontière des Pyrénées, la note conclut :
 « Dans les milieux responsables romains, on fait remarquer que de telles craintes sont vraiment excessives et que si tout cela devait préparer une ultérieure intervention franco-russe dans les affaires d'Espagne, les conclusions, mieux, les décisions italiennes ont déjà été indiquées dans une note précédente. »
 Cette note est considérée à Rome comme un nouvel avertissement confirmant celui de la précédente note diplomatique publiée peu de jours après le départ de Rome de M. Chamberlain.

UN TERRIBLE TREMBLEMENT DE TERRE AU CHILI

Des villes détruites Quinze mille morts

Santiago du Chili, 25 janvier. — Un violent tremblement de terre a provoqué une véritable catastrophe au Chili. La région la plus atteinte va de Talca à Los Angeles. Les villes où les dégâts sont les plus importants sont : Concepcion, Talcahuano et Los Angeles.

D'après les dernières nouvelles, le séisme a provoqué une véritable catastrophe à Chillan et à Concepcion. A Concepcion, les renseignements officiels indiquent mille morts et un grand nombre de blessés. La moitié de la ville a été détruite ou endommagée. A Lota quinze personnes ont été tuées et cinquante blessées. A Talca Huano, on compte quatorze morts et plus de cent blessés.

Selon les rapports des avions envoyés sur les lieux par le gouvernement, la ville de Chillan est détruite. Le nombre des victimes y est inconnu mais évalué à plusieurs milliers.

Les autorités ont envoyé, par trains spéciaux, des secours, des vivres et des équipes de déblaiement. Le président de la République est parti lui-même sur les lieux.

(Lire la suite en Dernière Heure.)



Le mariage de la princesse Marie de Savoie et le prince Pierre de Bourbon-Parma, photographié après le mariage. (Ph. N.Y.T.)

— Le roi Boris de Bulgarie, qui est venu à Rome pour assister au mariage de la princesse Marie de Savoie, a eu avec le pape un entretien qui a duré deux heures.

Le professeur italien Pietro Gagliardi, qui avait été torturé vendredi, dernier, pour défaut de carte d'identité, a été condamné mardi, par la 3^e Chambre correctionnelle de Naples, à un mois de prison ferme et 100 francs d'amende.